

## Les déterminants de la croissance régionale au Maroc : évidence sur données de panel

Regional economic growth determinants in Morocco: Evidence from Panel Data

Auteur 1 : Rizlane GUATI,

Auteur 2 : Mohammed KEHEL,

Auteur 3 : Hicham EL BAKKALI.

**GUATI Rizlane**, (Professeure universitaire)

Université Hassan II de Casablanca/ l'Ecole Nationale de Commerce et Gestion

**KEHEL Mohammed**, (Professeur universitaire)

Université Hassan II de Casablanca/ l'Ecole Nationale de Commerce et Gestion

**EL BAKKALI Hicham**, (Doctorant)

Université Hassan II de Casablanca/ l'Ecole Nationale de Commerce et Gestion

**Déclaration de divulgation** : L'auteur n'a pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude.

**Conflit d'intérêts** : L'auteur ne signale aucun conflit d'intérêts.

**Pour citer cet article** : GUATI .R , KEHEL .M & EL BAKKALI .H (2022) « Les déterminants de la croissance régionale au Maroc : évidence sur données de panel » , African Scientific Journal « Volume 03, Numéro 14 » pp: 338-360.

Date de soumission : Septembre 2022

Date de publication : Octobre 2022



DOI : 10.5281/zenodo.7266599

Copyright © 2022 – ASJ



## Résumé

Le développement régional au Maroc est un grand chantier ouvert depuis l'indépendance de notre pays. L'objectif principal était toujours d'essayer de réduire les inégalités en termes de développement entre les régions marocaines et d'améliorer la qualité de vie de la population locale. Plusieurs organisations territoriales, interventions et programmes ont été instaurés, mais ils n'ont pas pu atteindre les résultats attendus.

Cet article propose de traiter la problématique de la dynamique territoriale transposé au cas des régions marocaines notamment en termes de « croissance économique » à travers une modélisation en données de panel pendant la période 2014-2020. Le choix de cette période est dicté par le contexte relatif à la mise en place du modèle de développement régional, instauré effectivement à partir de 2015 à la lumière d'une réorganisation territoriale, la mise en place d'un nouveau découpage administratif, et l'entrée en vigueur de la loi organique 111.14 relative aux régions. L'étude a pour objectif central d'identifier les facteurs clefs qui peuvent expliquer la croissance des 12 régions marocaines pendant cette période à travers un choix de variables macro-économiques à caractère économique et social.

Pour l'enchaînement méthodologique du présent article, il y'a lieu dans un premier temps de mettre la lumière sur le cadre contextuel relatif au développement des régions au Maroc et la question des disparités territoriales, situer par la suite la problématique dans son cadre théorique et empirique. Il convient dès lors de présenter le modèle du modèle et son application pour aboutir à une discussion des résultats.

**Mots-clés :** Développement territorial, régionalisation avancée, disparités régionales, croissance régionale, données de Panel.

### **Abstract**

The regional development strategy in Morocco is a major undertaking opened since the country's independence. The main objective has always been to try to reduce inequalities in terms of development between the Moroccan regions and to improve the quality of life of the local population. Several territorial organizations, interventions and programs have been established, but they have not been able to achieve the expected results.

This article proposes to focus on the issue of territorial dynamics transposed to the case of Moroccan regions, particularly in terms of "economic growth" through panel data modeling during the period 2014-2020. The choice of this period is dictated by the context relating to the implementation of the regional development model, effectively introduced from 2015 in the light of a territorial reorganization. The main objective of the study is to identify the key factors that can explain the growth of the 12 Moroccan regions during this period through a choice of macroeconomic variables of an economic and social nature.

**Keywords:** Territorial development, advanced regionalization, regional disparity, regional growth, Panel data.

## Introduction

En tenant compte de la vague de la mondialisation qui s'est développée principalement à partir des années 80, la problématique des politiques du développement a été, à nouveau, mise en question. Cette fois, elle a été généralisée pour ne pas affecter seulement les pays dits en voie de développement, mais également les pays développés. La disparité spatiale a donc provoqué une reconsidération des modèles et des indicateurs du développement. L'introduction de la variable « Territoire » a permis une redirection des réflexions sur les conceptions traditionnelles de l'économie du développement. De nos jours, on fait référence davantage aux modèles de développement des territoires et d'indicateurs territoriaux basés sur le bien-être collectif des populations locales. Dans ce sens, le développement devient un phénomène humaniste puisque dans cette nouvelle perspective du développement, la dimension sociale est mise en valeur au même niveau que la dimension économique. Ainsi, les orientations actuelles tendent vers l'élaboration de politiques de développement territorial avec notamment une meilleure coordination et concertation entre le pouvoir central et les structures décentralisées locales.

Au Maroc, la question de la disparité territoriale entre les régions marocaines en termes de « croissance économique » constituait toujours une problématique dans le collimateur des responsables publics marocains qui cherchaient à y trouver, en continu, une solution durable. La crise du Covid-19 a remarquablement remis en lumière la problématique des inégalités territoriales en matière de résilience et d'accessibilité aux équipements publics de base. Aujourd'hui, les recommandations de la commission du nouveau modèle de développement en 2021 veulent impulser davantage la capacité des territoires et de les rendre plus résilient<sup>1</sup> en aval du grand chantier de la régionalisation avancée qui constitue un véritable argument pour approcher le développement territorial dans notre pays surtout que ce modèle développementaliste basé sur « l'échelon régional » trouve ses fondements dans les schémas régionaux de l'aménagement du territoire (SRAT) et des Plans du développement régionaux (PDR) . En effet, ce grand chantier adopté par le Maroc, selon le 1<sup>er</sup> article de la constitution de 2011, se présente comme un soubassement pour le renforcement du processus du développement territorial et à garantir une croissance équilibrée entre les différentes régions du pays tout en mettant l'accent sur la promotion des entités territoriales défavorisées et la consécration du principe de solidarité et d'équité entre les différentes régions.

---

<sup>1</sup> Le rapport de la commission du NMD pg 131

C'est dans ce cadre que notre contribution propose d'étudier la problématique de la croissance régionale au Maroc à travers une modélisation en données de panel pendant la période 2014-2020. Le choix de la période est déterminant, dans l'optique où il va nous permettre d'avoir un aperçu sur les effets attendus de ce modèle de développement, instauré effectivement à partir de 2015, sur la croissance des 12 régions marocaines<sup>2</sup>. Également, l'objectif principal de l'étude est d'apporter des éléments de réponse à la problématique suivante : quels sont les facteurs essentiels susceptibles de stimuler la croissance économique des régions au Maroc et de réduire leurs disparités ?

La structure de recherche consiste en premier lieu en l'analyse le contexte spécifique qui a permis la mise en place du nouveau modèle de développement à caractère régional ainsi qu'une description synthétique de la réalité régionale au Maroc à travers certains indicateurs territoriaux. Ensuite, mettre en exergue le positionnement par rapport à la littérature théorique et empirique sera présenté pour cadrer notre étude qui porte sur l'identification de certains déterminants d'ordre macroéconomique en lien avec croissance régionale au Maroc après l'instauration du modèle de développement régional. Enfin, nous nous attarderons à présenter et à discuter les résultats de notre modélisation.

Le mode de raisonnement retenu dans le cadre de la présente recherche est hypothético-déductif partant ainsi, de la problématique liée à l'identification des déterminants de la croissance régionale, s'appuyant par la suite sur les résultats des recherches similaires adaptées aux contextes afférents à d'autres pays et visant à déceler les variables les plus significatives pour le contexte marocain moyennant une modélisation à partir des données de panel.

---

<sup>2</sup> Décret n° 2.15.40 du 20 février 2015 fixant le nombre des régions, leurs dénominations, leurs chefs-lieux ainsi que les préfectures et provinces qui les composent.

## 1. Cadre contextuel

La politique du développement régional au Maroc est un grand chantier ouvert depuis l'indépendance de notre pays. L'objectif principal était toujours d'essayer de réduire le gap en termes de développement entre les régions marocaines. Plusieurs interventions et programmes ont été instaurés, mais l'évidence de l'existence d'un grand déséquilibre entre les régions était et restait toujours présente.

### 1.1 Un regard sur la réalité régionale au Maroc

En analysant les caractéristiques du territoire national, objet continu de réorganisation par la politique d'aménagement, on a pu soulever les indicateurs suivants : un accroissement démographique (0,9%), un taux d'urbanisation élevé (64%), un exode rural en permanence, une concentration des équipements et des activités économiques dans certaines zones du territoire national (la zone littorale Tanger-Casablanca), et une disparité entre le milieu urbain et rural. Parallèlement au niveau régional, on a constaté :

Une disparité en termes de répartition de la population et de la superficie (Tableau 1). En plus, l'accroissement démographique au niveau régional est ressenti comme une problématique additionnelle qui pèse lourdement sur le développement des régions surtout que les besoins de la population locale sont de plus en plus croissants.

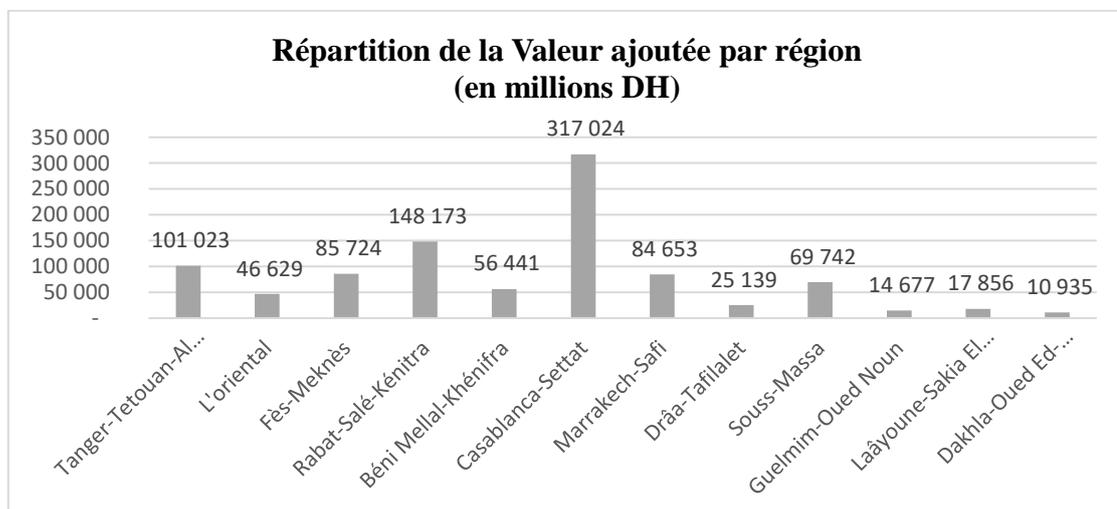
**Tableau N°1 : Répartition de la superficie, de la population et du nombre de communes par région**

Région	Superficie en Km <sup>2</sup>	Population	Communes sur le milieu Urbain	Communes sur le milieu Rural	Total des Communes
Tanger - Tétouan - Al Hoceima	17 262	3 813 854	17	129	146
L'Oriental	88 681	2 453 229	28	96	124
Fès - Meknès	40 075	4 405 862	33	161	194
Rabat - Salé - Kénitra	18 194	4 867 744	23	91	114
Béni Mellal - Khénifra	28 374	2 613 137	16	119	135
Casablanca - Settat	19 448	7 408 213	29	124	153
Marrakech - Safi	39 167	4 774 413	23	228	251
Drâa - Tafilalet	88 836	1 693 786	16	109	125
Souss - Massa	53 789	2 896 152	21	154	175
Guelmim - Oued Noun	46 108	446 225	8	45	53
Laâyoune - Sakia El Hamra	140 018	400 442	5	15	20
Dakhla - Oued Ed-Dahab	130 898	178 600	2	11	13
<b>Total</b>	<b>710 850</b>	<b>35 951 657</b>	<b>221</b>	<b>1 282</b>	<b>1 503</b>

Source : Haut-commissariat au plan 2021 & Direction Générale des Collectivités territoriales

- Une grande représentativité des communes sur le milieu rural par rapport aux communes sur le milieu urbain (la distinction entre « commune urbaine » et « commune rurale » a été résignée en 2015) dans la nouvelle répartition territoriale de 12 régions (1282 communes situées dans le milieu rural sur un total de 1503 communes, soit 85%). Le poids du monde rural accentue plus la disparité entre l'urbain et la périphérie en matière de croissance économique et sociale. De plus, le nombre total des communes (1503) est en parfaite corrélation avec l'accroissement de la population marocaine au niveau national et régional. (Tableau 1)
- Une répartition inégale de la richesse en termes de contribution régionale à la création de la valeur ajoutée (Figure 1). En effet, on constate que 58% de la valeur ajoutée créée à l'échelle nationale est concentrée dans trois grandes régions (Casablanca-Settat (33%), Rabat-Salé-Kénitra (15%), Tanger-Tétouan-Al Hoceima (10%)). Alors les 9 régions restantes partagent d'une manière inégale des contributions qui varient entre 8% à 1%. Cette situation nous renseigne sur le grand déséquilibre marquant la croissance entre les 12 régions marocaines. (Figure 1).

**Figure 1 : Répartition de la valeur ajoutée par région (en millions de DH)**

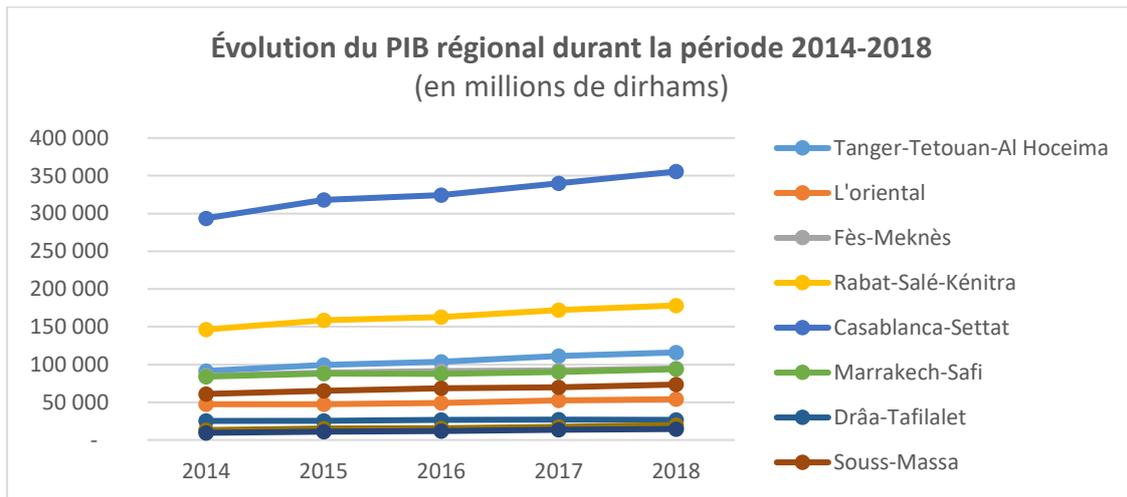


**Source : Direction des Études et des Prévisions Financières, Ministère de l'Économie et des Finances, 2018.**

En termes de PIB régional, toutes les régions marocaines ont été dynamiques et performantes durant la période 2014-2018 en réalisant une croissance de leur PIB (Figure 2). Le PIB le plus important est celui réalisé par la région la plus active et la plus dynamique du royaume à savoir la région du Casablanca-Settat durant la même période. Par la suite, on trouve respectivement

les régions de Rabat-Salé-Kénitra et Tanger-Tétouan-Al Hoceima. Par ailleurs, les régions ayant les plus faibles PIB régionaux sont les trois régions du Sud (Laâyoune-Sakia El Hamra, Guelmim-Oued Noun et Dakhala-Oued Ed-Dahab) en plus de la région de Drâa-Tafilaet.

**Figure 2 : Évolution du PIB par région durant la période 2014-2018**  
 (en millions de dirhams)



**Source : Direction des Études et des Prévisions Financières, Ministère de l'Économie et des Finances, 2018.**

À travers ces principales constatations, la réalité des régions marocaines se caractérise encore d'une part, par une grande disparité régionale en termes de développement et de création de la richesse et d'autre part, par une hégémonie de trois grandes régions voisines qui se localisent sur un même axe allongeant le littoral atlantique marocain (Casablanca-Settat, Rabat-Salé-Kénitra et Tanger-Tétouan-Al Hoceima). En effet, c'est dans cet espace que se concentre l'essentiel des infrastructures de base et des activités économiques modernes (industrie, commerce, services et administration centrale) et que se concentrait aussi la majorité de la population urbaine du pays. En outre, et malgré les efforts des politiques d'aménagement du territoire, anciennes et récentes, conçues par les pouvoirs publics marocains au niveau infranational, la réalité du cas marocain conduit à repérer une importante disparité et hétérogénéité des richesses entre les différentes régions marocaines notamment entre l'urbain et le rural et le centre et la périphérie.

Cette situation conduit davantage vers une divergence entre les régions en termes de croissance plutôt qu'une convergence. Toutes les mesures déployées demeuraient insuffisantes pour converger le développement des régions marocaines vers une croissance équilibrée et vers une lutte contre les disparités entre les niveaux urbain et rural en matière de développement socio-

économique. En outre, l'aggravation des déséquilibres entre les régions, l'aggravation des phénomènes d'exclusion sociale, les dérapages de la croissance urbaine et leur impact négatif sur la compétitivité territoriale de la plupart des villes marocaines, sont autant de facteurs qui rendent inefficace l'approche sectorielle et centralisée de gestion du développement dans notre pays. Toutefois, il est nécessaire de signaler que les efforts déployés par le pouvoir public marocain ont généré des conséquences positives sur la croissance des régions marocaines même si elle disparate.

### **1.2. La régionalisation avancée, un modèle visant la rééquilibrer la dynamique régionale.**

La politique régionale adoptée par le Maroc, depuis longtemps, est une orientation décisive d'une stratégie de développement global et multidimensionnel ayant pour objectif de faire face aux défis internes et externes du pays. Suivant la logique de cette politique, l'effort de l'échelon régional doit être déployé vers la mobilisation des potentialités et des ressources locales afin d'améliorer les prestations des établissements publics, de faciliter l'implantation des entreprises et des investissements, et de satisfaire les besoins des citoyens tout en améliorant leurs niveaux et cadres de vie.

Dans ce sens, la régionalisation est devenue un cadre approprié pour le développement, du fait que les administrations centrales sont de moins en moins en mesure de répondre à elles seules aux problématiques d'ordre économique et social affectant le niveau national. Il s'agit donc d'adopter une nouvelle approche endogène du développement basée sur la coordination entre les facteurs de production locale (ressources naturelles, humaines, financières et techniques) ainsi que la recherche d'une adéquation entre le choix des projets et les besoins réels de la population. Aussi, faut-il chercher une meilleure combinaison pour la répartition des pouvoirs et des attributions entre l'État, la région, et les autres niveaux des collectivités territoriales conçues de manière à assurer la spécialisation, la coordination, la complémentarité, le partenariat et cela dans le cadre de la vision de la décentralisation et de la déconcentration.

En effet et dans le cadre de sa politique de développement fondée sur l'approche territoriale, le Maroc a été amené à réfléchir profondément, durant cette dernière décennie, sur la révision de ses outils territoriaux à savoir la politique régionale et le processus de décentralisation/déconcentration afin de les adapter avec le contexte actuel national et international (mondialisation). Ce modèle de développement constitue une nouvelle plateforme

qui intègre l'approche territoriale dans sa conception et qui vise le développement global des 710 850 km<sup>2</sup> du royaume, principalement, à travers<sup>3</sup> :

- La création d'un nouveau souffle pour un développement intégré et global capable également de diminuer les disparités régionales.
- Le dépassement des insuffisances constatées par la pratique en matière de développement régional.
- La consécration du principe de la libre administration et de la subsidiarité à l'échelon local
- La création d'une dynamique territoriale basée sur une concurrence entre les régions dont son résultat sera bénéfique pour l'ensemble du territoire national marocain et en faveur de tous les domaines d'activités économiques, culturel, et social.
- L'élaboration de stratégies de croissance et de développement au niveau des régions (notamment les PDR) fondées sur la mobilisation des potentialités locales et sur la participation de la population.
- Le renforcement des mécanismes institutionnelles de mise en œuvre des grands projets à l'instar de la réforme des centres régionaux d'investissement (CRI), la création des Agences régionales d'exécution des projets (AREP) ou encore la possibilité pour les conseils régionaux de constituer des sociétés du développement régional en partenariat avec les acteurs du secteur privé
- L'instauration d'une réelle démocratie locale, participative et citoyenne.
- La poursuite du processus de la décentralisation administrative, et faire des collectivités territoriales notamment de la région, un vecteur de développement.
- Le développement des valeurs de solidarité, de responsabilisation et de réédition des comptes.

À travers ce modèle, le Maroc insiste, à nouveau, à considérer la région comme un cadre propice d'élaboration de stratégies de croissance et de développement fondées sur la mobilisation des potentialités locales et sur la participation de l'ensemble des acteurs territoriaux. Notant que dans le cadre de la politique de décentralisation instaurée dans notre pays depuis l'indépendance, la région a joué un rôle majeur comme une plateforme d'actions privilégiées et de gestion économique. Néanmoins, cette instance régionale, très sollicitée aujourd'hui, est appelée à doubler d'effort pour apporter des réponses durables aux problèmes locaux. C'est

---

<sup>3</sup> Rapport sur la Régionalisation Avancée au Maroc élaboré par la Commission consultative de la régionalisation, Mars 2011.

l'essence même aujourd'hui de la « régionalisation avancée » qui s'aligne parfaitement avec les logiques du développement territorial.

La nouvelle organisation territoriale proposée par ce nouveau modèle développementaliste se base sur un découpage territorial en 12 régions au lieu de 16. Les principes de base de cette nouvelle réorganisation territoriale ont été établis sur la base d'un ensemble de critères notamment l'efficacité, l'homogénéité, la proportionnalité, l'équilibre, l'accessibilité et la proximité. Ainsi, chacune des douze régions a aujourd'hui la tâche de concevoir un développement intégré et durable de son territoire sur tous les niveaux économique, social, environnemental et culturel. De même, la mise en place d'une gouvernance territoriale permettra la démocratisation des décisions et invitera tous les acteurs locaux à participer efficacement à la conception et la mise en œuvre d'un projet de développement du territoire tout en tenant en compte des orientations nationales dans ce cadre.

Parallèlement à la mise en place des fondamentaux de la régionalisation avancée, le Maroc est tenu désormais d'activer un certain nombre de recommandations à horizon 2035, issues du rapport de la commission du Nouveau Modèle de développement (NMD) en 2021, il s'agit notamment du contenu du quatrième axe, intitulé « des territoires résilients, lieux d'ancrage du développement », dont le premier choix stratégique est de faire émerger un « Maroc des régions » prospère et dynamique.

Ce choix stratégique s'accroît principalement sur l'accélération du processus de la régionalisation avancée à travers la levée des résistances qui le retarde, l'élaboration des schémas directeurs de déconcentration, doter les régions par les ressources financières nécessaires pour favoriser l'exercice de leurs compétences partagées et transférées ainsi que la promotion des mécanismes de mutualisation des ressources interrégionales voire intercollectivités territoriales.

La commission du NMD s'est arrêtée également sur la nécessité de la mise en place d'un écosystème-mes favorisant l'impulsion économique au niveau des régions, la régionalisation des services d'infrastructures ainsi que le développement des zones d'activités économiques à l'échelle régionale.

## **2. L'apport de la littérature à la problématique**

Après avoir présenté le cadre théorique en rapport avec notre étude, nous proposerons quelques études à caractère empirique traitant notre problématique.

## 2.1. Cadre théorique

Jusqu'à la fin des années 1970, les modèles de développement ordonnés par les courants développementaliste et structuraliste ont favorisé le rôle central de l'État et de l'échelon macro-économique. Dans ce contexte, les autres acteurs tels que les institutions locales, les entreprises, la société civile... etc., avec leurs actions d'ordre micro-économiques ont été placés au second rang, on parlait dans ce temps d'un modèle de « *développement par le Haut* » ou « *Development from above* ». Durant cette période, il y avait un questionnement sur l'efficacité des mécanismes et des institutions du fordisme à deux niveaux, d'une part, l'État central et son intervention publique et d'autre part, l'échelon territorial national comme un espace de conception des régularités économiques.

Depuis cette date, un changement a été opéré sur le concept du développement selon une logique historique celle de la pensée du développement économique et social. On est d'abord passé de la « croissance économique », dont les étapes nécessaires ont été présumées tracer par (Walter Rostow, 1959), au « développement » en tenant en compte les aspects sociaux en plus de ceux de l'accroissement de la production des biens et des services et du revenu. À travers cette nouvelle conception du développement, la mise en place d'une approche territoriale de développement devient une finalité de nos jours, du fait, qu'elle va permettre de mettre en évidence les rapports d'interdépendance entre les différents acteurs qui forment le territoire.

C'est ainsi qu'à partir des années 1990 que le concept du développement territorial a émergé comme étant une nouvelle approche du développement basée exclusivement sur la restructuration économique et sociale des territoires. Selon sa logique, le territoire est au cœur du débat du fait qu'il est considéré, de nos jours, comme une variable importante pour tout processus de croissance et de développement. Dans ce contexte, la mise en place d'une politique de décentralisation des pouvoirs du niveau central au niveau infranational (régional et local) est considérée comme une condition primordiale, en vertu des institutions de Bretton Woods, et comme un pilier essentiel de la croissance économique infranationale et l'éradication des disparités régionales. La dimension régionale s'impose comme un espace territorial adéquat pour mener un programme de développement territorial. En effet, les régions notamment marocaines sont plus tournées vers l'économie et le développement et disposent de prérogatives en matière de programmation et de coordination des investissements, et également de création d'une dynamique de développement régional.

La réflexion quant aux déterminants de la croissance économique dans son échelon régional, avait suscité l'intérêt de plusieurs économistes qui ont essayé d'explorer des pistes pour déterminer les facteurs explicatifs du rythme différencié de croissance infranationale et interrégionale, notamment la question de la convergence et des inégalités. A priori, il est généralement admis qu'on parle de la croissance économique lorsqu'on est en présence d'une variation positive du Produit intérieur brut (PIB), soutenue par une augmentation du PIB/habitant dans un contexte d'une population qui se développe parallèlement. En règle générale, et dans une approche comparative nationale ou infranationale, cette variation positive conduit souvent à une convergence et une réduction des disparités.

Dans une conception plus moderne, le développement est défini comme étant un mouvement ascendant de l'ensemble du système social, exprimé par un certain nombre de facteurs endogènes (économiques et non économiques) et exogènes (Myrdal, 1974). Aujourd'hui, on se redirige vers des politiques de développement ascendant qui repart dans le sens inverse celui « *du bas vers le haut* » avec notamment une meilleure coordination et concertation entre les pouvoirs publics et les acteurs locaux. À partir de cette logique, le niveau territorial n'est plus considéré comme une simple instance de consultation ou d'application de décisions venues du niveau central. Mais, au contraire, le niveau territorial est devenu un espace de négociation, d'organisation, de conception et de décision ce qui a poussé certains auteurs à dire qu'il ne s'agit pas seulement de construire des territoires, mais il faut œuvrer pour leur développement. L'armature théorique en la matière est scindée selon (Amstrong & Robert, 2000) en sept paradigmes essentiels visant à déceler les déterminants de la croissance régionale, et de servir comme outil de prise de décision pour les acteurs politiques au niveau local parmi lesquelles il y'a lieu d'évoquer la théorie néoclassique de la croissance économique et la théorie de la croissance endogène. D'après la doctrine néoclassique relative à la croissance économique qualifiée également de modèle de croissance exogène, la mobilité des facteurs de production et des technologies est considérée comme étant un déterminant de la croissance de la production (Capello, 2007). Pour ces partisans, la réduction des disparités est alors le résultat de la croissance du PIB par habitant et de la convergence régionale. De même, ce modèle suppose que le progrès technologique, le libre-échange et la concurrence parfaite conduisent nécessairement à une convergence des taux de croissance entre les régions (Cheshire et Malecki, 2004). Dans le même ordre d'idées, le modèle de croissance néoclassique (Solow, 1956) a été revu par George Borts et Jerome Stein dans les années 1960 en l'adaptant avec le

contexte régional en favorisant les facteurs de réduction des disparités. Selon ce modèle, le développement régional est déterminé par le taux de croissance à long terme de la capacité d'offre, qui à son tour, déterminé par le volume des capitaux mobilisés, le marché d'emploi, et la productivité.

Par ailleurs, les théories du paradigme de la croissance endogène perçoivent la croissance régionale sur le long terme comme étant le résultat de l'accumulation du capital économique et du travail (vision néoclassique traditionnelle), mais aussi le résultat des caractéristiques régionales propres en termes du capital humain, de Recherche et Développement (R&D), d'innovation et de certains impacts de la technologie (OCDE, 2009), (Solow, 1995).

Pour résumer, la croissance régionale renvoie à une approche quantitative, généralement mesurée moyennant le PIB sauf si elle est conditionnée par des facteurs de transformation sociale et culturelle qui sont plutôt d'ordre qualitatif. L'évaluation de la croissance régionale est liée aux modèles sous-jacents en prenant en considération, en outre des variables à caractère économique, mais également d'autres variables qui représentent la qualité de vie en l'occurrence l'Indice du Développement Humain (IDH) conçu par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Ainsi, les déterminants de la croissance régionale sont des indicateurs territoriaux issus des caractéristiques internes d'une région, et donc ce sont des facteurs plutôt endogènes dont les plus approchés sont les suivants :

- **Le capital humain**

Plusieurs auteurs ont fondé leurs recherches relatives aux déterminants de la croissance régionale sur le capital humain et sur l'Indice du Développement Humain (IDH) comme des indicateurs de mesure. L'IDH, composé de trois éléments fondamentaux : la longévité, le niveau de vie et le niveau d'éducation, donne un aperçu sur la qualité de vie des citoyens. La dernière composante qui est « l'éducation » a été considérée par (Bergheim, 2005) comme étant une dimension importante du capital humain ayant un impact direct sur la croissance, et ce à travers notamment la consolidation du capital-connaissance et sa contribution dans le processus de production au niveau régional D'un autre côté, (Higgins, 2006) à travers son étude empirique sur la croissance et convergences aux Etats-unis, conclut que plusieurs composantes fondamentales liées au développement humain sont corrélées de manière négative avec la croissance du PIB, notamment le niveau d'éducation, et la longévité.

De plus, (Becker, 1964) considérait que le capital humain à son tour, se révèle comme étant un déterminant essentiel de la croissance. Ses mécanismes d'appui sont principalement

l'éducation, l'amélioration du système de santé et le renforcement de la formation. Selon (Mankiw, Romer & Weil, 1992) et (Barro, 2001), le capital humain est considéré comme étant un input important dans le processus de la croissance économique, d'autant plus, il est un élément propulsif des autres déterminants de la croissance économique tel que l'investissement.

#### - **L'investissement public**

(Rosenstein-Rodan, 1940) avait proposé la théorie de « Great promotion » stipulant que l'investissement dans les infrastructures publiques représente la dépense en capital la plus importante et la plus susceptible de piloter le niveau infranational à une croissance économique soutenue. Ainsi, le modèle classique de la fonction de production Cobb-Douglas a été utilisé pour étudier quantitativement l'impact positif de l'investissement dans les infrastructures publiques sur le gain en productivité aux États-Unis durant la période 1949-1985.

Également, l'OCDE (2019) souligne à travers ses recommandations sur l'importance de l'investissement public sur le développement des niveaux infranational. Généralement, on fait référence à l'investissement dans les infrastructures physiques (routes, voirie, équipement de santé, d'éducation...) et immatérielles (R&D, capital humain, l'innovation...) avec une projection productive s'étalant sur plusieurs années. Dans le cadre des mêmes recommandations, l'OCDE estime que les gouvernements régionaux/locaux jouent un rôle central pour combler les lacunes grâce à leurs approches d'investir dans des domaines qui sont essentiels pour la croissance économique. Les régions contribuent donc d'une manière de plus en plus importante dans le développement les domaines clés liés aux équipements, aux infrastructures et au développement durable.

#### - **Les dépenses de consommation finale des ménages**

La dépense de consommation des ménages est un déterminant ayant intéressé un certain nombre d'économistes à l'instar de (Keynes, 1936), (Friedman, 1957) et (Ando & Modigliani, 1963) dans la perspective d'étudier des facteurs quantitatifs et qualitatifs tels que le revenu, la richesse, le taux d'intérêt... susceptibles d'avoir un impact sur la variable de la consommation finale des ménages et surtout le poids de cette dernière comme étant un déterminant de la croissance qu'elle soit nationale ou infranationale. En effet, ces mêmes facteurs jouent donc un rôle majeur dans le processus de la croissance économique au niveau régional (Branson, 1989).

## **2.2 Revue sur les travaux empiriques**

En matière empirique, plusieurs travaux ont bien montré la corrélation positive qui existe entre plusieurs variables d'ordre économique et social avec la croissance régionale. Ainsi, les études

menées par (Barro, 1991) et (Calamistis, 1999) ont démontré que l'inflation, le développement du capital humain, la montée des dépenses de consommation et la progression de l'investissement public sont considérés comme des déterminants significatifs de la croissance régionale. De même, les travaux de (Vidyattama, 2010) ont été fondés sur l'investissement dans les infrastructures au niveau régional et le capital humain comme variables explicatives de cette relation pour son modèle.

Par ailleurs, dans leurs études sur l'Afrique subsaharienne, (Calamitisis, 1999) a estimé que les facteurs influant sur la croissance infranationale en Afrique subsaharienne sont principalement l'investissement, la croissance du capital humain et l'augmentation des exportations. De leur part, (Mankiw, 1992) ont approfondi davantage le modèle de Solow en incluant le capital humain dans le processus de production et la quête de la croissance du PIB. Ils se sont basés sur le taux de la scolarisation dans l'enseignement secondaire comme étant un instrument de mesure du capital humain. Leur démarche a fait ressortir un résultat d'effet positif sur la croissance.

Sur la même ligne de pensée, une autre étude développée par (Verspagen, 1996) a pris en considération une variable à caractère démographique comme étant un facteur explicatif des disparités entre les régions et de la croissance économique. Cette étude a montré que la population pourrait avoir un éventuel impact sur la croissance régionale dans l'optique où si une région est dotée d'une population de taille importante, ceci peut être aperçu comme atout et un essor de production, si toutefois il est nécessaire de ne pas négliger les surcoûts sociaux générés pour le cas de ces régions.

Une autre contribution empirique, celle avancée par (Nawatmi, Nusantara & Santosa, 2019), a fait ressortir les variables les plus significatives à l'issue de leur étude menée auprès de 34 provinces en Indonésie. Les variables identifiées sont l'investissement public engagé au niveau de ces provinces, le poids du soutien en matière d'investissement fourni aux acteurs privés, et finalement la consistance de la main d'œuvre (assimilé au taux d'emploi). Toutefois, l'étude a abouti également à un lien négatif entre la croissance économique et l'IDH. Par ailleurs, l'étude menée par (Manso, Matos, Carvalho, 2015) sur le cas des régions du Portugal, a conclu sur l'existence d'une corrélation positive entre le PIB/habitant, le taux d'emploi, et la valeur ajoutée. Cependant, cette corrélation peut ne pas avoir lieu pour le cas de quelques autres variables tels que la densité de la population, le nombre de médecins, ou encore le progrès technique.

D'autres études récentes menées au niveau du continent africain telles que celle développée en 2020 par Naftaly Gisore Mose pour les régions du Kenya a confirmé que l'investissement, les dépenses du « gouvernement régional », la qualité de la gouvernance et le capital humain comme étant les déterminants les plus importants pour la croissance économique régionale au Kenya. Aussi, ces déterminants sont les plus significatifs pour expliquer les disparités entre les régions du même pays. Concernant le cas du Maroc, l'étude réalisée par (Fadlallah, 2019) sur le processus de convergence des régions marocaines a abouti au résultat suivant : l'accumulation du capital physique stimule la croissance économique de toutes les régions. De plus, la concentration sur l'amélioration des investissements des régions, dont le rythme de croissance moins rapide, peut contribuer à la réduction des disparités du PIB/habitant, tandis que d'autres variables comme la croissance de la population, le taux d'activité ou l'ouverture à l'extérieur ont été testées comme étant des variables n'ayant pas d'influence sur la croissance économique.

### **3. L'approche méthodologique de la recherche**

Dans cet article nous essayons d'apporter une explication quant aux facteurs explicatifs de la croissance régionale au Maroc en nous appuyant sur la littérature théorique et empirique existante. L'étude porte sur des données de panel annuelles. Notre orientation quant à la spécification en données de panel prend en considération à la fois l'évolution temporelle des variables d'étude et l'évolution individuelle, c'est à dire régionale dans notre cas.

#### **3.1.Source de données et variables**

En premier lieu, il est primordial de signaler la difficulté rencontrée concernant l'accès aux données statistiques régionales, et parfois on enregistre même l'indisponibilité de certaines données. Ainsi, pour notre étude nous avons réussi à construire notre base supérieure à partir de données collectées auprès de plusieurs entités au niveau national notamment : le Haut-Commissariat au Plan, Ministère de l'Économie et des Finances, Ministère de l'Intérieur (Direction Générale des Collectivités Territoriales « DGCT »), Ministère de l'Enseignement Supérieur.

Les données exploitées pour notre travail sont constituées des variables régionales suivantes : le produit intérieur brut (PIB régional), l'indice de développement humain (IDH régional), le nombre de diplômés, le taux d'emploi, les dépenses d'investissement des collectivités territoriales, les dépenses de consommation finale des ménages et la densité de la population.

Notre étude a porté sur la période allant de 2014 jusqu'à 2020 pour les 12 régions du Maroc. Le choix de cette période s'impose puisque la nouvelle répartition en 12 régions n'a été mise en place qu'à partir de 2015, date d'instauration du nouveau modèle de développement dans notre pays qui est « la régionalisation avancée ».

### 3.2. Présentation du modèle

Dans ce travail, nous envisageons d'expliquer la relation entre la croissance économique régionale au Maroc durant la période 2014-2020 et un ensemble d'indicateurs territoriaux qui représentent les facteurs macro-économiques tels que la consommation, l'investissement, le travail, l'éducation, le développement humain et la population.

Le modèle utilisé dans cette étude est le suivant :

$$LPib_{it} = \beta_0 + \beta_1 LCon_{it} + \beta_2 LDip_{it} + \beta_3 Emp_{it} + \beta_4 Den_{it} + \beta_5 LIvt_{it} + \beta_6 Idh_{it} + \varepsilon_{it}$$

Avec :

**LPib** : logarithme du produit intérieur brut

**LCon** : logarithme des dépenses de consommation finale des ménages par région

**LDip** : logarithme de l'effectif des diplômés par région

**LIvt** : logarithme des dépenses d'investissement des collectivités territoriales

**Emp** : taux d'emploi par région

**Den** : densité de la population par région (nombre d'habitants par km<sup>2</sup>)

**Idh** : Indice du développement humain par région

**$\beta_0$**  : Constante

**$\beta_0 \dots \beta_6$**  : les coefficients de régression

**$\varepsilon_{it}$**  : le terme d'erreur

**i** : spécification individuelle représentée par une région

**t** : spécification temporelle représentée par une année.

#### 1. Les principaux résultats de la recherche et discussions

Nous présentons dans le tableau ci-après les résultats d'estimation sur données de panel des trois modèles de régression : modèle à effets communs, modèle à effets fixes et modèles à effets aléatoires.

**Tableau 2 : Estimation des modèles de régression sur données de panel**

<i>Variables/Modèle</i>	<i>Effets communs</i>	<i>Effets fixes</i>	<i>Effets aléatoires</i>
<b><math>\beta_0</math></b>	4,8081 (0,0000)***	-0,3844 (0,3234)	0,53706 (0,1078)
<b>LCon</b>	0,3648 (0,0055)*	1,1156 (0,000)***	0,9417 (0,0000)***
<b>LDip</b>	0,02764 (0,4697)	-0,0045 (0,6092)	-0,0067 (0,4351)
<b>LInv</b>	0,2227 (0,0949)*	0,00234 (0,3550)	0,0445 (0,0656)*
<b>Emp</b>	-0,0035 (0,2754)	0,0002 (0,6667)	-0,0002 (0,6774)
<b>Den</b>	0,0002 (0,0000)***	0,0003 (0,5986)	0,0003 (0,4136)
<b>Idh</b>	-1,4901 (0,0001)***	-0,2189 (0,0000)***	-0,2405 (0,0000)***
<b>R<sup>2</sup></b>	0,8798	0,9985	0,8118

\*, \*\* et \*\*\* significatif respectivement à 10%, 5% et 1

En analysant le tableau précédant, nous constatons que les quatre variables significatives sont l'Indice du développement humain, les dépenses d'investissement des collectivités territoriales, les dépenses de consommation finale des ménages et la densité de la population. Les autres variables comme le taux d'emploi et l'effectif des diplômés de l'enseignement supérieur ne sont pas significatives dans les trois modèles de régression.

Pour le modèle de régression à effets communs, R<sup>2</sup> est égale à 0,8798. Donc, on peut affirmer que les variables explicatives expliquent 87,98% de la croissance économique régionale. Alors que pour les modèles à effets fixes et à effets aléatoires ces mêmes variables expliquent respectivement 99,85% et 81,18% la croissance économique dans les régions marocaines.

Les signes des coefficients de régression sont les mêmes pour les trois modèles. On trouve une relation positive entre la consommation, l'investissement, la densité de la population et la variable dépendante représentée par la croissance économique régionale. Un résultat qui est parfaitement cohérent avec la théorie économique et contribuent donc positivement à la croissance économique des régions marocaines. Parallèlement, en ce qui concerne la densité de la population, elle peut générer deux impacts. D'une part, améliorer la consommation des

ménages et d'autre part, augmenter la force de travail. En conséquence, cela peut impacter positivement la croissance économique régionale.

Par ailleurs, il est à noter que les trois modèles montrent une relation négative entre l'indice du développement humain et la croissance économique régionale. Ce qui corrobore avec d'autres études empiriques ayant abouti soit à une relation non significative : le cas d'une étude menée en 2020 au niveau des régions de l'Indonésie (Yuliadi, 2020)<sup>4</sup>, ou encore des études ayant conclu fermement l'existence d'une relation négative entre l'indice du capital humain et la croissance du PIB, Brésil (Ferreira, 2000)<sup>5</sup>, Etats-Unis (Higgins, 2006)<sup>6</sup>.

Enfin, l'absence de relation entre le nombre de diplômés de l'enseignement supérieur et la croissance économique régionale révèle que l'enseignement supérieur mesurant l'éducation qui est une variable proxy du capital humain, n'a aucun effet sur la croissance économique régionale.

---

<sup>4</sup> Imamudin Yuliadi, Determinants of regional economic growth in Indonesia, 2020

<sup>5</sup> Ferreira A, Convergence in Brazil Recent trends and long run prospectifs 2000

<sup>6</sup> Higgins, Growth and Convergence A cross the US Evidence from country level data 2006

## Conclusion

L'objectif de l'article était d'apporter une contribution quant à l'identification des principaux déterminants de la croissance économique régionale pour le cas marocain. En se référant à la littérature théorique et empirique ayant approché la problématique traitée, les résultats de notre modèle économétrique ont été en parfaite cohérence avec les études déjà engagées sur le sujet. Les facteurs explicatifs de la croissance régionale dans notre pays sont d'ordre économique et social notamment l'Indice du développement humain, les dépenses d'investissement des collectivités territoriales, les dépenses de consommation finale des ménages et la densité de la population. Toutefois, l'absence de corrélation entre le nombre des diplômés de l'enseignement supérieur représentant le capital humain et la croissance régionale suppose des interrogations, car certaines études ont montré une relation positive. Des recherches futures peuvent être développées vers le choix d'autres variables mesurant le capital humain au niveau régional telles que le taux de scolarisation du niveau d'enseignement primaire ou secondaire.

Concrètement, les régions marocaines connaissent une croissance soutenue d'une année à une autre et cela a été confirmé par l'évolution annuelle du PIB régional (Figure 2). Cette croissance peut être davantage soutenue en renforçant les variables explicatives déterminées au niveau de notre modèle à savoir l'investissement public régional et l'amélioration de la qualité de vie des citoyens au niveau régional (santé, éducation, niveau de vie... etc.). La prise en considération par les régions marocaines de ces facteurs explicatifs dans leur plan de développement pourra contribuer à une tendance vers la réduction des disparités territoriales en termes de croissance et développement surtout pour les régions les plus défavorisées.

Ainsi, la nouvelle stratégie régionale « la régionalisation avancée » est susceptible de créer un nouveau souffle pour un développement intégré et global des régions marocaines. Le principal résultat attendu est de réduire les disparités régionales et de créer par conséquent, une dynamique territoriale basée sur « une concurrence et une solidarité » entre les régions, dont le résultat, sera bénéfique pour l'ensemble du territoire national marocain et en faveur de tous les domaines d'activités économiques, social, et culturel.

## BIBLIOGRAPHIE

1. ANDO,A., MODIGLIANI, F. (1963). The life cycle hypothesis of saving: aggregate implications and tests, Am. Econ. Rev. 53, 55-84.
2. ARMSTRONG, H.W., ROBERT,R., (2000). Comparing the Economic Performance of Dependent Territories and Sovereign Microstates. Economic Development and Cultural Change, vol. 48, issue 2, 285-306.
3. BARRO, R.J., (1991). Economic Growth in a Cross Section of Countries, The Quarterly Journal of Economics, Vol. 106, n°2, pages 407-443.
4. BARRO, R.J., & Sala-i-Martin, X., (1992). « Convergence », Journal of Political Economy, Vol.100, N°2.
5. BARRO, R.J., (2001). Human Capital and Growth, American Economic Review. Vol. 91, N°2, pages 12-17.
6. BECKER, G.S., (1964). Human Capital: A Theoretical and Empirical Analysis, with Special Reference to Education. University of Chicago Press, Chicago.
7. BERGHEIM, S., (2005). Human Capital is the Key to Growth - Success Stories and Policies for 2020. Deutsche Bank Research, Current Issues.
8. BERGHEIM, S., (2005). The growth of global wealth until 2020, Journal of Financial Transformation, Vol. 15, pp. 126-131.
9. BRANSON, W.H, (1989). Macroeconomic Theory and Policy 3rd ed, Newyork: Harper and Row.
10. CALAMITISIS, E., ANUPAM, B., DHANESHWAR, G., (1999). Adjustment and Growth in Sub-Saharan Africa." IMF working paper 99-51.
11. CAPELLO, R., (2007). A forecasting territorial model of regional growth: the MASST model, Annals of Regional Science, Vol. 41, p.753-787.
12. CHESHIRE, P.C. & MALECKI, E.J. (2004). Growth, development, and innovation : a look backward and forward. Volume83, Issue1January 2004 Pages 249-267.
13. FADLALLAH, A., (2019). Inégalités territoriales, rattrapage et croissance régionale : évaluation empirique », Revue Économie, Gestion et Société, N°21 août 2019.
14. FERREIRA, A., (2000). Convergence in Brazil Recent trends and long run prospectifs , Applied Economics Vol 32 p 256-277.

15. FRIEDMAN, M., (1957). A theory of the consumption Function. National bureau of Economic Research, General Series, No 63. Princeton University Press, Princeton.
16. HIGGINS, M.J., (2006). Growth and Convergence across the U.S : Evidence from County-Level Data, Review of Economics and Statistics  
.- Vol. 88.2006, 4, p. 671-681.
17. KEYNES, J.M., (1936). The General Theory of Employment, Interest and Money Macmillan, London.
18. MANKIW, G.N., (1992). Romer D, Weil D.A, Contribution to the Empirics of Economic Growth. Quarterly Journal of Economics. 1992;107 (May) :407-437.
19. MYRDAL, G., (1974). What is development? Journal of Economic Issues Vol. 8, No. 4 (Dec. 1974), pp. 729-736.
20. NAFTALY, G.M., (2020). Determinants of regional economic growth in Kenya, Department of Economics, School of Economics, University of Eldoret, Kenya p 4-12.
21. NAWATMI, S., AGUNG, N., AGUS, B.S., (2020). Determinants of Regional Economics Growth, Media Ekonomi dan Manajemen, Vol 35 Issue 1, January 2020, 52-60p 54-59.
22. OECD, (2019). Council Recommendation on Effective Public Investment between Levels of Government. OECD/LEGAL/0402.
23. PIRES MANSO, J.R., FERNANDES DE MATOS, A.J., CARVALHO, C.C.M., (2015). Determinants of regional growth in Portugal : An empirical Analysis, Economics and Sociology Vol 8, No 4 p 11-31.
24. ROMER, P., (1990). Endogeneous Technical Change, The Journal of Political Economy, Vol.98, N° S5, pages 71-102.
25. ROSENSTEIN-RODAN, P.N., (1943). Problems of industrialisation of Eastern and South-Eastern Europe, Economic Journal, 53, (210–211), 202–11.
26. ROSTOW, W.W., (1959). The stages of economic growth, economic history review, August 1959 Volume 12, Issue 1, Pages: 1-175.
27. SOLOW, R.M., (1956). A Contribution to the Theory of Economic Growth, The Quarterly Journal of Economics, Vol. 70, No. 1 (Feb., 1956), pp. 65-94.
28. SOLOW, R.M., (1995). Growth Empirics: A Panel Data Approach - A Reply, Quarterly Journal of Economics, Vol. 113, Issue 1, p. 325-329.

29. VERSPAGEN, B., (1996). Heading for divergence, Regional Growth in Europe Reconsidered, p Journal of Common Market Studies Vol 34 No 3 434-445.
30. VIDYATTAMA, Y., (2010). A Search for Indonesia's Regional Growth Determinants. ASEAN Economic Bulletin, 27(3), 281.
31. YULIADI, I., (2020). Determinants of regional economic growth in Indonesia, 2020, Jurnal Ekonomi & Studi Pembangunan Volume 21 Nomor 1, April 2020 p 126-1

